



LETTRES LIBRES

Anne-Cécile Robert

DERNIÈRES NOUVELLES DU MENSONGE

LUX



**DERNIÈRES NOUVELLES
DU MENSONGE**

Anne-Cécile Robert

**DERNIÈRES
NOUVELLES
DU MENSONGE**



© Lux Éditeur, 2021
www.luxediteur.com

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2021
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-89596-371-4
ISBN (epub) : 978-2-89596-372-1
ISBN (pdf) : 978-2-89596-373-8

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada
pour nos activités d'édition.

Introduction

– *Que pensez-vous du témoignage du jeune Olivier Manders ? demanda M. Satterthwaite.*

– *C'est vraiment très bizarre et cela ne ressemble pas du tout à feu Bartholomew Strange.*

– *Vous voulez dire que c'est un mensonge ? [...]*

– *Il y a tellement de sortes de mensonges, répondit Hercule Poirot.*

CE DIALOGUE, tiré de la nouvelle d'Agatha Christie *Drame en trois actes*¹, évoque les multiples dimensions du mensonge, qui n'est pas toujours le simple contraire de la vérité. Selon la manière dont il est tourné, un récit basé sur des éléments factuels avérés peut obscurcir un événement, donner une image déformée d'une personne, fausser l'appréciation d'une situation.

1 Agatha Christie, *Drame en trois actes*, Paris, Le livre de poche, 2007.

Depuis le début du XXI^e siècle, le mensonge semble se répandre un peu partout, à l'image de la marée montante qui s'infiltré entre les galets d'une plage pour finalement la recouvrir. Les infox (ou *fake news*), qui pullulent sur les réseaux sociaux, s'inscrivent dans un mouvement aussi massif qu'inquiétant, mais les avertissements d'Hercule Poirot semblent avoir été oubliés : la conception dominante du mensonge demeure celle, simpliste, d'un envers parfait de la vérité. L'un est le contraire de l'autre. Un récit explicatif binaire, digne des contes de fées, approfondit la caricature : les mensonges sont le fait de méchantes personnes défendant de méchantes idées (l'Américain Donald Trump, le Hongrois Viktor Orbán, le Brésilien Jair Bolsonaro, la Française Marine Le Pen, etc.) ou de puissances mal-faisantes (la Russie, la Chine, etc.). « La montée des fausses nouvelles », déplorait en ce sens le président Emmanuel Macron lors de ses vœux à la presse en janvier 2020, « est aujourd'hui totalement jumelle de [la] fascination illibérale ».

La narration prend vite une tournure encore plus dramatique : la démocratie est menacée par les ennemis de la vérité et par la crédulité des citoyens. On note au passage un certain mépris pour les gouvernés, un peu naïfs ou benêts : « les gens » seraient manipulables et prêts à gober n'importe quoi. Les nouvelles technologies et les plateformes numériques seraient les grandes coupables. « Les réseaux sociaux minent

la démocratie», titre ainsi le *Courrier international* en première page pour annoncer un dossier spécial sur le sujet². Une conclusion s'impose alors : il faut se prémunir contre ces nids à mensonges par tous les moyens. Dans cette logique, l'adoption de lois répressives, le contrôle policier ou la censure exercés par l'État ou les plateformes elles-mêmes deviennent la solution miracle.

Ce récit simplificateur irénique est, de prime abord, corroboré par le comportement des manipulateurs, des démagogues et des régimes autoritaires. L'affaire Cambridge Analytica a ainsi révélé comment le piratage des données personnelles d'utilisateurs de Facebook pouvait être utilisé pour influencer une campagne électorale (en l'occurrence la présidentielle américaine de 2016 au profit de M. Trump) par l'envoi de messages ciblés, parfois assez éloignés de la vérité. Autre exemple : en avril 2020, un diplomate chinois a affirmé que les ambassadeurs français avaient qualifié de « nègre » le directeur éthiopien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)³. Cette accusation, qui n'avait aucun fondement, fut vite balayée par les diplomates français. Pékin cherchait à semer le trouble à

² *Courrier international*, n° 1555, 20 août 2020.

³ « L'ambassadeur de Chine à Paris convoqué par le Quai d'Orsay pour "certains propos" sur le coronavirus », *L'Obs*, 15 avril 2020.

l’OMS pour détourner l’attention de sa responsabilité dans l’épidémie de coronavirus.

Mais le récit perd de sa fluidité lorsque l’infox provient de sources *a priori* respectables. Le mensonge, tel le côté obscur de la force, séduit les tenants les plus emblématiques du modèle démocratique. Il en est ainsi de la grande presse, qui met pourtant beaucoup d’énergie à lutter contre le fléau des infox en se dotant de services dédiés à leur détection. Ainsi, pendant deux ans, les grands médias américains relayèrent la fable d’un Donald Trump complice, voire agent, de Moscou, avant d’être démentis par l’enquête du procureur indépendant Robert Mueller le 24 mars 2019⁴. De son côté, en octobre 2019, la presse française a annoncé, à coup de unes sensationnalistes et d’interruptions mélodramatiques de l’antenne par des « alertes-info » (*breaking news*) tapageuses, l’arrestation du célèbre fugitif Xavier Dupont de Ligonnès avant de découvrir qu’il y avait erreur sur la personne.

Le brouillage des repères s’aggrave encore quand les figures les plus établies du monde politique démocratique s’adonnent elles aussi au mensonge. « Il est faux de dire que l’Arabie saoudite est un grand client aujourd’hui de la France dans quelque domaine que ce soit. Ce n’est pas le cas », affirme ainsi contre toute

4 Serge Halimi et Pierre Rimbart, « Tchernobyl médiatique », *Manière de voir*, n° 172, août-septembre 2020.

évidence le président Emmanuel Macron⁵. Pourtant, le royaume saoudien est alors le deuxième plus gros client de la France en matière d'armement. La force symbolique particulière de l'image d'un Macron menteur tient aussi aux conditions de son élection à la présidence de la République française en mai 2017 : il avait alors affronté la figure de proue de l'« illibéralisme », Marine Le Pen, avec la promesse de protéger la démocratie nationale des errements de sa cousine américaine, tombée dans les griffes de Donald *Trompeur*. Dilettante et approximative dans ses réponses lors du débat de l'entre-deux-tours, la candidate de l'extrême droite avait elle-même contribué à façonner le conte d'un combat de la vérité contre le mensonge. Et voilà M. Macron, devenu chef de l'État, pris en flagrant délit de proférer des carabistouilles plus grosses que lui sur les ventes d'armes françaises ! Plus tard, il niera, contre l'évidence, que la France a manqué de masques au début de la pandémie de coronavirus en mars 2020. Comment expliquer un tel sacrilège démocratique ?

« Le mensonge nous renseigne parfois davantage que la vérité », explique encore Hercule Poirot⁶. Dans le cas de M. Macron, il nous apprend deux choses. La

5 « Francophonie : entretien exclusif avec le président Emmanuel Macron depuis Erevan », RFI, 12 octobre 2018.

6 Agatha Christie, *Je ne suis pas coupable*, Paris, Le livre de poche, 2019.

première est que la pratique des « mensonges d'État » est aussi ancienne que la politique. Dans *Le Prince*, Machiavel les justifie dans certains cas, notamment si ces tromperies peuvent servir l'intérêt de la cité. Mais la définition de l'intérêt général comprend toujours une part d'appréciation, plus ou moins subjective et en tout cas politique, de celui qui la formule. Elle dépend notamment des options philosophiques et idéologiques des dirigeants ainsi que de leur rapport à la morale. Par exemple, le contenu des programmes scolaires, qui relève de l'intérêt général, peut varier sensiblement d'une équipe gouvernementale à une autre. Dans la période récente, les mensonges d'État n'ont pas manqué, parfois avec des conséquences dramatiques. En 2003, par exemple, le gouvernement des États-Unis a inventé de toutes pièces les « armes de destruction massive » dont l'Irak de Saddam Hussein aurait menacé le monde, pour justifier l'agression militaire contre ce pays du Moyen-Orient. Tout vertueux qu'il se présente, M. Macron s'est lui aussi prêté à cette antique pratique.

Mais la seconde chose que nous rappelle la tromperie présidentielle est que vérité et mensonge sont liés à la question du pouvoir et à son exercice, que ce soit dans le domaine politique ou privé. En effet, mentir permet non seulement de contrôler le récit qui est fait de la réalité, mais aussi de tester la soumission de l'interlocuteur, car qui ne dit mot consent. C'est l'une des

fonctions du mensonge politique, en particulier dans les régimes autoritaires.

Mentir systématiquement au monde entier ne peut se faire impunément que si les conditions d'une domination totalitaire sont réunies, dans lesquelles le caractère fictif de la réalité quotidienne rend la propagande en grande partie superflue, remarque Arendt. Avant la prise du pouvoir, les mouvements ne peuvent se permettre de dissimuler à ce point leurs véritables buts [...]. Mais une fois acquise la possibilité d'exterminer les juifs comme des punaises, au moyen de gaz toxiques, il n'est plus nécessaire de propager l'idée que les juifs sont des punaises⁷.

Poussé dans sa logique, un système totalitaire n'a plus besoin du mensonge. Cela étant, dans tous les régimes, préférer une contre-vérité, surtout si elle est énorme, constitue un test de puissance. L'absence de réaction au mensonge confirme la force de celui qui le prononce et la soumission de ses interlocuteurs. Un individu, un peuple, une société qui ne réagit pas exprime son abrutissement, son allégeance et son apprivoisement.

Ainsi, l'invasion de l'espace social par le mensonge donne une image peu flatteuse des sociétés modernes.

⁷ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, p. 750.

En d'autres termes, on se tromperait de cible si on se contentait d'incriminer les outils, par exemple les réseaux sociaux. Ils ne sont au mieux que des amplificateurs et des accélérateurs. C'est surtout le degré de conscience, d'intelligence critique de l'utilisateur qui donne son sens à l'outil. Dénoncer le mensonge n'est trop souvent qu'une commodité destinée à écarter des interrogations plus profondes sur son caractère systémique et multidimensionnel. Le défi réside en effet dans le fait que les sociétés modernes ne sont plus en mesure de produire de vérité, même contingente. Elles sont devenues structurellement mensongères. Nos démocraties technicisées confondent vitesse et précipitation, efficacité et superficialité, transparence et vérité ; elles préfèrent les facilités de l'erreur et du préjugé aux exigences de l'esprit critique. Avec ou sans les réseaux sociaux, nous confondons pensée et opinion, impression spontanée et réflexion élaborée. De nos jours, et c'est l'un des faits nouveaux plus problématiques, les points de repère qui permettaient de faire le départ entre fabulation et exactitude s'effacent insidieusement. S'ils avaient vécu dans des sociétés aussi confuses que les nôtres, Flaubert ou Labiche auraient-ils pu écrire *Bouvard et Pécuchet* ou *Le voyage de monsieur Perrichon* pour exprimer leur rejet joyeux de la bêtise ? S'y risqueraient-ils aujourd'hui ? Peut-être. Mais leur tâche serait autrement plus titanique tant la définition du savoir légitime se brouille et, avec elle, celle de son contraire : l'ineptie. Peut-être

l'idée même d'entreprendre de telles œuvres ne leur viendrait-elle pas.

La profusion d'informations propagées quotidiennement, avec la multiplication des canaux de diffusion des données (téléphonie, internet, etc.), submerge les individus en permanence. Certains sociologues évoquent ainsi une « infobésité », expression qui en dit long sur l'inconfort et la dimension pathologique du phénomène. Le sociologue Christian Salmon rappelle que, « si la somme des connaissances double tous les sept ans, la puissance de traitement des processeurs tous les dix-huit mois seulement⁸ ». Un défi insurmontable pour le cerveau humain assailli de toutes parts à un rythme effréné. Les outils lui font défaut pour donner du sens aux informations qui lui parviennent très rapidement et en grande quantité. Il est de plus en plus difficile de faire le tri, de hiérarchiser et d'ordonner des informations de statuts très différents : données brutes, témoignages, analyses, rapports, œuvres de fiction, billets d'humeur, satires. La soupe verbale dont les médias gavent le public n'est qu'une dilution du breuvage plus consistant encore où la pensée du chercheur le plus chevronné risque de se noyer dans les babillages du dernier mirliflore à la mode.

⁸ Christian Salmon, *Ces histoires qui nous gouvernent. De Sarkozy à Obama*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch, coll. « Coup de gueule », 2012, p. 96.

Mais si l'infobésité constitue un enjeu en soi, c'est surtout à cause d'un contexte intellectuel politique et social qui dévalorise l'esprit critique au profit d'attitudes tribales et suivistes. Le discrédit de la politique et des médias nourrit la méfiance et la confusion, car aucune institution ne reste en mesure d'organiser l'expression pacifique des opinions ni d'exercer un rôle d'arbitre pour résoudre les divergences. Plus profondément, un scepticisme sournois se répand sur fond de société individualiste et narcissique, tentée en permanence par la maximisation de l'égo. Chacun revendique désormais « sa » vérité et l'oppose à celle des autres dans une juxtaposition sans fin qui atomise la société.

Depuis Descartes, on sait pourtant que l'erreur provient de deux défauts majeurs : la précipitation (donner son assentiment à une proposition sans prendre le temps d'examiner si elle est vraie ou fausse) et la prévention (les préjugés). Pour s'en déprendre, le philosophe conseillait, avant toute chose, la pratique du doute méthodique. Nous ajouterons un respect scrupuleux de la liberté de pensée de l'autre, respect sans lequel aucun débat public véritable ne peut avoir lieu. Et sans quoi on ne peut arriver à un entendement sérieux du monde réel, car la vérité a partie liée avec l'humanisme : elle se construit avec l'être humain et sa capacité à communiquer pour mieux comprendre le monde dans lequel il s'insère, à exercer une faculté de juger, et ainsi élever sa condition pour être davantage

qu'un animal. C'est la pensée qui définit l'être humain. « Si on ne suppose pas que les hommes ont tous la même intelligence et l'ont toute, énonce Alain, il n'y a plus ni vérité ni erreur⁹. »

Pour réduire l'emprise du mensonge sur nos sociétés, il importe de se départir d'une conception naïve et simpliste qui fait de la vérité une sorte de trésor caché qu'on ne pourrait découvrir qu'au terme d'une longue expédition avec carte et boussole. La vérité n'est pas un absolu, mais une construction sociale, une relation entre diverses variables ; c'est-à-dire qu'elle évolue en fonction des connaissances accumulées collectivement et dans les échanges libres et raisonnés qui les mettent à l'épreuve, les vivifient et les fortifient. Elle naît du travail acharné pour établir les faits, suivant une rigueur méthodologique et, *in fine*, du sens et de la valeur morale qu'on attribue à ces faits. Elle comporte une part d'indétermination qui, et cela n'a rien à voir avec le relativisme, ne peut être appréhendée que par la faculté de juger. La chasse aux fausses nouvelles menée par les décodeurs de tout poil illustre bien cette tension entre une vérité perçue comme un absolu et l'impossibilité de la découvrir sans exercer son jugement. En effet, les « informations issues des ministères sont plus mobilisées [par les “décodeurs”] que les informations

⁹ Alain, *Cahiers de Lorient*, t. 2, Paris, Gallimard, coll. « Blanche », 1964.

émanant d'organismes indépendants [...]», expliquent le politiste Alexandre Joux et la journaliste Inès Gil. « Or, l'information donnée par le ministère, si elle n'est pas fausse, relève au moins d'un dispositif de communication sur une politique publique. Ce qui questionne immédiatement sa fiabilité¹⁰. » C'est pourquoi ceux qui « vérifient les faits » relaient en réalité les appréciations politiques des dirigeants. Par exemple, s'il est faux, comme l'affirma Marine Le Pen pendant la présidentielle de 2017, que l'Union européenne coûte neuf milliards d'euros par an à la France, les vérificateurs des grands journaux français n'ont pu s'accorder sur un « vrai chiffre ». « À l'évidence, analysent Joux et Gil, selon la source consultée, les résultats sont différents parce qu'ils portent sur des périmètres distincts, rappelant ici la nécessité pour les rédactions de mobiliser une expertise à l'égard des sources institutionnelles qui exige une certaine littératie statistique dont seul le *JDD* apporte la preuve. La donnée seule ne signifie rien sans la prise en compte des conditions de son élaboration. »

La construction de la vérité est également entravée par la polarisation des sociétés néolibérales qui empêchent l'expression, dans un même espace, de

¹⁰ Alexandre Joux et Inès Gil, « Entre transparence des sources et entre-soi : une critique du *fact-checking* du débat de l'entre-deux-tours de la présidentielle française de 2017 », *Études de communication*, vol. 2, n° 53, 2019, p. 67-84.

points de vue réellement différents sur la réalité sociale. Ainsi, la lutte contre les infox ne doit pas servir d'alibi à la paresse intellectuelle. La vérité a donc aussi partie liée avec la démocratie, qui seule permet la confrontation libre des idées et garantit la liberté de la recherche. Aucune vérité ne peut émerger si une partie de la réalité est dissimulée et si toutes les visions/réflexions ne sont pas admises à s'exprimer. En ce sens, il faut reconnaître que la « post-vérité » et le populisme, y compris dans leurs manifestations les plus absurdes, peuvent aussi être considérés comme des réponses à certains discours dominants qui masquent une partie de la réalité. Ceux que l'on taxe de conspirationnisme adhèrent à un discours qui leur redonne une existence et les replace dans l'ordre des choses, car la logique du récit officiel tend à les faire disparaître. Le complotisme peut fonctionner en miroir du « réalisme » institutionnel, l'un alimentant l'autre.

Les sociétés et, *a fortiori*, les démocraties peuvent-elles fonctionner sans outils de distinction du vrai et du faux ? Et quels seraient ces outils, au juste ? Car si toute parole devient suspecte, les conditions nécessaires à un véritable débat public disparaissent avec, plus largement, celles qui permettent la formation d'une communauté d'individus libres vivant ensemble pacifiquement. « La vérité est à construire, comme l'amour, comme l'intelligence, expliquait Albert Camus. Rien n'est donné ni promis en effet, mais tout est possible à

Dernières nouvelles du mensonge

qui accepte d'entreprendre et de risquer. C'est ce pari qu'il faut tenir à l'heure où nous étouffons sous le mensonge, où nous sommes acculés contre le mur. Il faut le tenir avec tranquillité, mais irréductiblement, et les portes s'ouvriront¹¹. »

11 Albert Camus, « Servitudes de la haine », dans *Actuelles II. Chroniques 1948-1953*, Paris, Gallimard, coll. « Blanche », 1973.

Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université inc.*
Pierre Mertens, *À propos de l'engagement littéraire*
Hugo Meunier, *Walmart*
François Morin, *L'hydre mondiale*
François Morin, *La grande saignée*
Jean-François Nadeau, *Les radicaux libres*
Jean-François Nadeau, *Un peu de sang avant la guerre*
Gabriel Nadeau-Dubois, *Lettre d'un député inquiet à un premier ministre qui devrait l'être*
Dominique Payette, *Les brutes et la punaise*
Lise Payette, *Le mal du pays*
Jean-Marc Piotte et Pierre Vadeboncoeur, *Une amitié improbable*
Julia Posca, *Le manifeste des parvenus*
Jacques Rancière, *Moments politiques*
Gwenola Ricordeau, *Pour elles toutes*
Anne-Cécile Robert, *La stratégie de l'émotion*
Simon Tremblay-Pepin, *Illusions*
Alain Vadeboncoeur, *Privé de soins*
Pierre Vadeboncoeur, *L'injustice en armes*
Pierre Vadeboncoeur, *La dictature internationale*
Pierre Vadeboncoeur, *La justice en tant que projectile*
Pierre Vadeboncoeur, *Les grands imbéciles*

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN
DÉCEMBRE 2020 SUR LES PRESSES
L'IMPRIMERIE MARQUIS POUR LE
COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE
D'UN CHIEN D'OR DE LÉGENDE
DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

La mise en page
est de Jolin MASSON

La révision du texte
est de Geneviève BOULANGER

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation



S'il y a toujours eu des mensonges dans le discours public, ceux-ci occupent aujourd'hui un nouvel espace, notamment à la faveur des réseaux sociaux. La volonté de contrôler les outils l'emporte de plus en plus sur une réflexion de fond quant à l'effacement des frontières qui séparent le mensonge de la vérité. On tend à organiser la surveillance d'internet au risque de réduire les libertés de tous, alors qu'il faudrait rechercher les racines d'une confusion essentiellement politique et philosophique.

La classe dirigeante n'hésite pas à instrumentaliser la lutte contre les *fake news* pour se maintenir au pouvoir. Elle cherche ainsi à faire oublier sa responsabilité dans l'installation du mensonge au cœur de la vie publique et dans l'avènement d'un monde où il importe surtout de mieux mentir que l'adversaire. Ce dévoiement de la politique transforme encore plus l'électeur en spectateur et impose des formes de vérités indiscutables, voire une vérité officielle.

Pour reconstituer l'espace public démocratique, il devient impératif de réaffirmer la place de l'humain en tant qu'être pensant capable d'exercer sa faculté de jugement.

Spécialiste de l'Afrique et des institutions européennes, Anne-Cécile Robert est journaliste au Monde diplomatique et professeur associé à l'Université Paris 8. Elle est l'auteur de La stratégie de l'émotion, paru chez Lux en 2018.